

RAPPORT MORAL

38 ans de croissance

L'activité de notre association, née en 1980, n'a cessé de grandir, passant de l'accueil par des bénévoles de femmes victimes de violences, avec quelques hébergements occasionnels à nos débuts, à la mise à disposition de 6, 10, 20 puis 30 places en CHRS. Augmentées en 2014 de 6 places d'hébergement d'urgence et d'un accueil de jour.

978 rendez-vous avec les femmes en 1997, 1635 en 2017.

A ce nombre s'ajoute celui des femmes rencontrées dans le cadre de l'accès libre à l'accueil de jour : 653 pour l'année 2017

Dans le même temps, notre Fédération Nationale passait de 50 associations réparties sur le territoire à près de 70 actuellement. Le numéro Violences Femmes Info dont elle a la charge, devenu 3919 en 2007, traitait moins de 20000 appels par an à cette date, il en traite désormais 50000 !

On peut se réjouir de cette progression et de celle des budgets des 5 plans successifs de lutte contre les violences faites aux femmes depuis 2005. Mais notre objectif de les éradiquer est encore loin d'être atteint. En moyenne, le nombre de femmes âgées de 18 à 75 ans qui **au cours d'une année** sont victimes de violences physique et/ou sexuelles commises par leur partenaire intime, est estimé à **225 000 femmes**. L'auteur de ces violences est le mari, concubin, pacsé, petit-ami ; ancien ou actuel ; cohabitant ou non (chiffres officiels). Les plans successifs les ont surtout mises en évidence et ont ainsi favorisé la prise de parole de nombreuses femmes qui osent enfin chercher de l'aide pour en sortir. Le 3919 ne parvient à prendre que deux tiers des appels faute d'un budget suffisant pour embaucher des écoutantes supplémentaires. Notre association bisontine aurait, elle aussi, besoin de plus de salarié.e.s et de locaux plus vastes pour faire face à toutes les demandes. L'effort doit être poursuivi.

Besoin de vitamines

Or le CHRS dont nous avons la charge a subi sa première baisse de budget en 2017. D'autres sont à craindre dans la mesure où une baisse globale de 16% (vous avez bien lu !!!) des financements de CHRS est envisagée pour 2018. Réduction des déficits publics ? On n'a pourtant pas le sentiment de gaspiller l'argent

des contribuables. Plutôt celui de contribuer par notre militantisme actif et notre travail à la réduction des dépenses liées aux conséquences dramatiques des violences. Nous espérons que les engagements gouvernementaux affichés le 8 mars dernier et le label « Grande cause nationale » attribué en avril à notre Fédération Nationale Solidarité Femmes nous permettront d'échapper à ce violent coup de rabot.

Mais nous nous interrogeons.

Nous travaillons sous le contrôle de nos financeurs et nous pensons mériter leur confiance. Pourtant, statistiques nombreuses, contrôles répétés, outre qu'ils consomment un précieux temps de travail, aboutissent finalement à des restrictions financières plutôt qu'à l'émergence de nouveaux projets...

Après avoir construit associations et fédération, serons-nous un jour condamnées à disparaître comme d'autres associations amies du Doubs, Le Nid, le CIDFF ? A l'heure de #Metoo et de #balancetonporc, que se passera-t-il si les femmes qui viennent enfin de prendre la parole se heurtent à des portes closes ? Leurs agresseurs se sentiront tout-puissants !

Nous remercions l'association Emmaüs des Fins qui comme en 2016 nous a fait don de 4000 euros. Cette généreuse contribution compense opportunément l'érosion de certaines subventions.

Car cette année encore a intensément mobilisé salarié.e.s et bénévoles.

L'accueil de TOUTES les femmes victimes.

Notre association se consacre spécifiquement aux violences conjugales. Cette précision est importante car la situation particulière des femmes et des enfants que nous accueillons nécessite une approche et des compétences particulières. Et parmi les situations complexes que créent les détresses psychologiques (et de plus en plus souvent économiques), la situation des femmes étrangères met parfois les salarié.es devant des contradictions démoralisantes car préjudiciables à une issue favorable de leur prise en charge : accès à l'hébergement aléatoire en fonction de leur situation administrative, pression pour obtenir les preuves des violences, et dans des délais de plus en plus courts, sans indulgence pour les difficultés psychologiques et le sentiment d'insécurité propres à toute femme victime mais aggravées encore par une migration subie... Il faut rassurer les femmes sans être certain.e.s soi-même de pouvoir les aider, alors que les lois sont censées les protéger. Et que dire de l'immense angoisse à la réception d'une OQTF ?

Le Projet d'Établissement :

L'année 2017 a été celle de la réécriture de notre projet d'établissement pour la période 2018-2022. Elaboré dans le cadre de nombreuses réunions de l'Equipe avec deux membres du CA et une personne autrefois hébergée, ce projet a été rédigé par Christine CLAVIER. Il a été l'occasion d'une réflexion approfondie sur ce qui pouvait ou devait être maintenu ou amélioré dans notre organisation ou dans les pratiques professionnelles, d'une mise à jour des documents de référence, et d'une réflexion sur nos objectifs pour les années à venir. Dans ces objectifs figure en bonne place la nécessité de consolider nos partenariats actuels (professionnels, associatifs, financiers) et d'en nouer de nouveaux.

Les actions symboliques :

Le 8 mars 2017 a indiscutablement été marqué par la projection au Kursaal du film de Delphine ZIEGLER, « Au Loin le Point du Jour ». Salle comble ce jour-là, et grande émotion devant la beauté et la force et des images et des propos tenus par les « actrices ». Une occasion rare d'évoquer le cheminement effectué au sein de Solidarité Femmes par les femmes immigrées victimes de multiples violences, familiales, sociales, ou de guerre...

Le 26 novembre, l'ASPTT a accepté de nous associer à sa Corrida annuelle. 150 participant.e.s ont porté fièrement le dossard « Je cours contre les violences faites aux femmes ». Le contexte d'un meurtre récent à Gray d'une part et les retombées de l'affaire Weinstein d'autre part ont favorisé notre démarche.

Les salarié.e.s :

Il y a du mouvement dans l'Equipe. Deux départs cette année 2017 et d'autres en 2018.

Elise RATHIER a choisi de changer de cadre professionnel. Rose MAVEL a pris une retraite largement méritée, et on est bien au-delà de la formule consacrée ! Cinq ans, quinze ans passés avec elles. Chaque départ laisse un vide pour les acteurs de l'association mais aussi pour les femmes qu'elles ont accompagnées. Un vide compensé par des souvenirs très forts et par des retrouvailles chaleureuses quand les occasions se présentent. Merci aux nouvelles de nous avoir rejoint.e.s, merci à tous et toutes pour votre

implication dans une vie d'Equipe pas toujours facile mais qui garde le cap, merci pour votre investissement sans faille.

Les bénévoles :

Toujours présent.e.s, et qu'ils et elles en soient ici intensément remercié.e.s, les bénévoles font vivre l'association.

Que ce soit en tant que membres du conseil d'administration ou des commissions, ou comme animateurs et animatrices des activités artistiques, culturelles, de loisir ou de bien être, pour pérenniser l'atelier cuisine ou le vestiaire, pour collecter des meubles et objets utiles aux femmes qui quittent l'hébergement, pour organiser des actions militantes, pour accompagner le cheminement des femmes vers l'autonomie, nous avons besoin de toutes ces énergies.

Et pour terminer, petit message à nos ami.e.s : Pour administrer et animer l'association, pour défendre les Droits des Femmes, nous avons besoin de votre soutien, et de l'aide précieuse que peuvent nous apporter vos compétences, rejoignez-nous !

La Présidente, Christine PERROT

